

## **Privatisation : le gouvernement tue l'actionnariat salarié et cède au "tout marché"**

Mercredi 22 Octobre 2014 à 12:15

Emmanuel Levy – Marianne - Journaliste économique à Marianne

Au cœur de l'été, François Hollande et Arnaud Montebourg ont signé une ordonnance supprimant l'obligation faite à l'Etat de réserver aux salariés 10 % des actions des sociétés que ce dernier souhaite vendre. Les employés d'Orange viennent d'en faire l'amère expérience, remplacés par de grands fonds d'investissement.

Edouard Balladur aura sans doute du mal à y croire, mais le gouvernement vient de faire de lui un dangereux gauchiste ! Comment ? Tout simplement en abrogeant une de ses heureuses initiatives lorsqu'il était au ministère de l'Economie : l'obligation faite à l'Etat de réserver aux salariés 10 % des actions des sociétés que ce dernier souhaite vendre. Il s'agissait d'une des minces concessions de ce libéral de Balladur à sa légère fibre gaulliste et à son rêve d'un actionnariat salarié.

C'est ce que les administrateurs salariés d'Orange viennent récemment de découvrir, à l'occasion de la cession de 1,3 % de l'ex-France Telecom, pour laquelle rien a été prévu pour les employés. Et ce en toute légalité. François Hollande a en effet signé une ordonnance mettant fin à cette obligation. Un petit texte visé en plein mois d'août dans le cadre du fameux « choc de simplification ». C'est donc dans la torpeur de l'été, le 20 août 2014 précisément, qu'un gouvernement de gauche a mis à mal une barrière au « tout marché ». Tu parles d'un « choc » !

« La gauche donne tout au marché », s'énerve d'ailleurs Sébastien Crozier, administrateur salarié d'Orange. Et de fait les 50 millions d'actions vendues par la Banque publique d'investissement, qui porte une partie des participations de l'Etat, se sont retrouvées dans les mains de grands fonds. L'Etat ne dispose donc plus aujourd'hui que de 25 % d'Orange, les salariés-actionnaires sont quant à eux dans une situation peu avantageuse et, in fine, l'entreprise se retrouve un peu plus à la merci d'une OPA.

Il serait facile d'accabler Emmanuel Macron, que l'on imagine volontiers se mettre dans la roue « pro business » de son Premier ministre. Pourtant, non, le texte ne porte pas la signature de l'ex-banquier de chez Rothschild. A côté de celle de François Hollande, Manuel Valls et Michel Sapin figure le nom d'un certain.... Arnaud Montebourg. Le chantre du « made in France » avait-il la tête ailleurs à seulement cinq jours de son éviction ? Possible. Mais la responsabilité politique, c'est aussi de ne pas signer n'importe quel texte. Surtout quand cela concerne potentiellement des entreprises regroupant près d'un million de salariés...

Tags : actionnariat salarié, balladur, crozier, france télécom, hollande, macron, montebourg, orange, valls

[http://www.marianne.net/Privatisation-le-gouvernement-tue-l-actionnariat-salarie-et-cede-au-tout-marche\\_a242245.html](http://www.marianne.net/Privatisation-le-gouvernement-tue-l-actionnariat-salarie-et-cede-au-tout-marche_a242245.html)